

Concertation régionale pour la mise en place d'un Réseau des OSCs ouest-africaines pour le Suivi de la coopération Afrique-Chine. (Dakar, les 26 et 27 Juin 2024)

TERMES DE REFERENCE

I. Contexte et Justification

L'Afrique et la Chine entretiennent aujourd'hui des relations qui, de par leur nature et leur contenu, suscitent, malgré les résultats visibles, des incompréhensions, des appréhensions et des interrogations. En effet, en l'espace de quelques années, la Chine s'est imposée comme l'un des partenaires les plus importants pour l'Afrique.

Le partenariat sino-africain revêt une importance cruciale pour le continent africain, car il offre l'accès à des marchés, des capitaux et des technologies indispensables à sa transformation structurelle ainsi qu'à la réalisation de ses objectifs de développement économique et social.

Néanmoins, la forte présence des investissements publics et privés chinois soulève des préoccupations en Afrique. Il est essentiel de se pencher attentivement sur la qualité de ces investissements, leurs domaines de concentration et leurs impacts sociaux et environnementaux sur les populations des pays africains.

Alors que certains pays africains ont obtenu des résultats positifs de leurs engagements avec la Chine, d'autres sont confrontés à une augmentation de leur endettement. Parmi les autres préoccupations figurent les violations des droits humains, notamment dans les industries extractives, l'affaiblissement de la diligence raisonnable et de la surveillance, ainsi que la corruption.

Sur le plan commercial, la Chine s'est positionnée pendant plus d'une décennie comme le principal partenaire commercial de l'Afrique, portant le niveau des échanges à des montants records. Cependant, il est important de reconnaître que le commerce entre les deux partenaires est loin d'être équitable en termes de volume et de devises. Cela explique en partie le déficit commercial en faveur de la Chine vis-à-vis de nombreux pays africains. Le partenariat sino-africain révèle également des préoccupations liées à la justice climatique et au développement durable.

Pour bénéficier pleinement de leur partenariat avec la Chine, et pour maximiser les effets positifs tout en atténuant les impacts négatifs, les pays africains devraient élaborer des stratégies nationales, régionales et continentales qui encadrent et orientent leurs relations économiques.

Une part significative de la coopération entre la Chine et l'Afrique est orchestrée à travers les FOCAC. Les engagements pris lors de ces forums couvrent de nombreux domaines tels que l'investissement, le commerce, les questions sociales, agricoles, industrielles, et bien d'autres, englobant pratiquement tous les aspects de la coopération. Malgré ces avancées, il est constaté que la société civile africaine n'a pas beaucoup porté d'attention aux relations entre la Chine et l'Afrique. Contrairement aux relations entre l'Afrique et l'UE, elle a souvent observé de loin l'évolution de ce partenariat, constatant parfois les avantages et défis qui en découlent sans être en mesure de devenir un véritable acteur de cette coopération.

L'implication de la société civile pourrait contribuer à instaurer une relation durable, saine et gagnant-gagnant entre l'Afrique et la Chine. En participant aux processus décisionnels à travers des mécanismes de consultation à instaurer au niveau des États africains et de l'UA, la société civile pourrait renforcer la légitimité des décisions et faciliter la mise en œuvre des plans d'action. De plus, en mettant en synergies

ses ressources et ses compétences, elle pourrait mener les études et évaluations nécessaires pour éclairer sur les défis et les enjeux du partenariat. Cela permettrait d'optimiser les effets positifs du partenariat et de réduire les impacts négatifs, notamment dans les domaines de l'environnement, du changement climatique, de l'emploi décent et du respect des droits de l'homme.

Ce qui rend la présence de la société civile dans la coopération Chine-Afrique mitigée, c'est également le fait que les quelques organisations impliquées se concentrent sur des thématiques spécifiques telles que la dette, les droits humains et la gouvernance. D'autres se regroupent en Think Tanks pour aborder des sujets sensibles, mais se heurtent à une faible appropriation par le public cible. Il est donc important de changer de paradigme en développant des réseaux solides, dynamiques et influents.

Cette approche a donné des résultats concrets dans les relations Europe-Afrique, notamment lors des négociations sur les Accords de Partenariat Économique (APE), ainsi que dans le cadre de la coopération tripartite Sud-Sud, où des réseaux influents ont été établis et continuent de jouer un rôle essentiel. Récemment, le CACID a également initié la création d'un réseau sur les questions liées à la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf), et les réflexions se poursuivent pour élaborer un modèle durable.

De plus, la société civile, forte de son expérience dans cette coopération, a soulevé plusieurs défis qui méritent toute notre attention. Il s'agit :

- ✚ Du manque de transparence dans l'élaboration des projets et programmes qui matérialisent le partenariat ;
- ✚ De la forte institutionnalisation du partenariat, presque exclusivement géré par les États ;
- ✚ De la non-implication des acteurs non gouvernementaux, notamment la société civile, dans le suivi du partenariat et des engagements pris lors des FOCAC et des accords bilatéraux entre la Chine et les États ainsi que les CERs ;
- ✚ Du manque de données et d'évidence concernant les impacts sociaux et environnementaux des investissements chinois en Afrique ;
- ✚ Du manque de transparence dans les contrats entre la Chine et les États ;
- ✚ De la non-prise en compte des questions liées aux droits de l'homme dans la coopération.

C'est tout l'objectif de cette concertation initiée par le CACID. Fort de son expérience avec la Plateforme des Organisations de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest (POSCAO), dont il assure le secrétariat, ENDA CACID souhaite offrir aux OSC et aux plateformes ouest-africaines un cadre dynamique et porteur de résultats dans la coopération Afrique-Chine.

II. Objectif Général

L'objectif de cette concertation régionale est de mettre en place un réseau des OSC ouest-africaines pour le suivi de la coopération Afrique-Chine, en leur fournissant les outils et les capacités nécessaires pour suivre, évaluer et documenter les différents aspects du partenariat entre la Chine et l'Afrique.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

1. Mettre en place un réseau des OSC ouest-africaines pour le suivi de la coopération Chine-Afrique.
2. Proposer un modèle de structuration et de fonctionnement du réseau.
3. Élaborer un plan d'action détaillé pour le fonctionnement du réseau.
4. Valider le portage et la dénomination du réseau

III. Résultats attendus

Les résultats attendus à l'issue de ce processus sont les suivants :

1. Un réseau des OSC ouest-africaines pour le suivi de la coopération Chine-Afrique est mis en place.
2. Un modèle de structuration et de fonctionnement du réseau est proposé.
3. Un plan d'action détaillé pour le fonctionnement du réseau est élaboré.
4. Le portage et la dénomination du réseau sont adoptés.

IV. Méthodologie

La concertation rassemblera une vingtaine de leaders des OSC régionales parmi les plus actives de l'espace de la CEDEAO. Elle se déroulera dans un format ouvert et inclusif.

V. Date et Lieu

La concertation se tiendra les 26 et 27 juin 2024 à l'hôtel Fleur de Lys, situé au 61 rue Félix Faure, à Dakar, Sénégal.

Avec le support de

**OPEN SOCIETY
FOUNDATIONS**